

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/462
7 août 2001

(01-3913)

PROROGATION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION PRÉVUE POUR L'ÉLIMINATION DES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE NOTIFIÉES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 5:1 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE

MALAISIE

Décision du 31 juillet 2001

Le Conseil du commerce des marchandises,

Eu égard à l'article 5:3 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC);

Considérant que le Conseil du commerce des marchandises peut proroger la période de transition prévue pour l'élimination des MIC notifiées conformément à l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC pour un pays en développement Membre qui démontre qu'il rencontre des difficultés particulières pour mettre en œuvre les dispositions dudit accord;

Prenant note de la demande présentée par la Malaisie en vue d'obtenir une prorogation de deux ans de la période de transition en ce qui concerne certaines MIC notifiées conformément à l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC (G/C/W/174);

Tenant compte des besoins individuels de la Malaisie en matière de développement, de finances et de commerce;

Considérant que la Malaisie a démontré qu'elle rencontrait des difficultés particulières pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord sur les MIC;

Considérant que la Malaisie s'engage à éliminer ces MIC restantes;

Décide ce qui suit:

1. La période de transition prévue dans l'Accord sur les MIC est prorogée pour la Malaisie jusqu'au 31 décembre 2001 en ce qui concerne les MIC pour lesquelles elle a demandé une prorogation de la période de transition.
2. La Malaisie peut demander une prorogation additionnelle d'une durée ne dépassant pas deux ans à compter du 1^{er} janvier 2002. Toute demande de prorogation de ce type indiquera les difficultés particulières, d'ordre interne ou externe, que la Malaisie continue de rencontrer pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord sur les MIC, et sera communiquée au Conseil du commerce des marchandises le 31 août 2001 au plus tard, accompagnée:

./.

- de la description des mesures que la Malaisie aura prises à ce jour et/ou prendra pour éliminer ses MIC restantes;
 - d'un plan raisonnable de suppression progressive visant à éliminer ses MIC restantes pour le 31 décembre 2003 au plus tard, compte tenu de ses besoins en matière de développement, de finances et de commerce; et
 - de l'engagement de présenter des rapports périodiques au Conseil du commerce des marchandises sur les progrès que la Malaisie aura accomplis vers la suppression progressive de ses MIC restantes.
3. La Malaisie consultera le Conseil du commerce des marchandises au sujet de toute demande qu'elle présentera au titre du paragraphe 2 et au sujet de la mise en œuvre de son engagement de supprimer progressivement et d'éliminer ses MIC restantes. Sur la base de ces consultations, le Conseil du commerce des marchandises fera droit à cette demande, le 5 octobre 2001 au plus tard, s'il est vérifié que ladite demande répond aux critères énoncés au paragraphe 2.
-